Fondation Jean Jaurès

Société

LA RELÈVE. OSONS LA JEUNESSE

Patrick Kanner

13/12/2016

La jeunesse vivra mieux en 2017 qu'en 2012. L'engagement était clair, il était fort et il a été tenu. Pourtant, le malaise de la jeunesse n'est pas dissipé. Pour lui redonner confiance, nous devons lui faire confiance. La jeunesse est là, pleine d'envie, pleine d'énergie, pleine d'idées, prête à prendre la relève. Nous devons lui faire de la place dans l'économie, dans la politique, partout. Réforme du système social, fiscal, institutionnel, éducatif : Patrick Kanner explore les leviers d'une transformation profonde de la société française.

Introduction
Priorité jeunesse : une autre manière de définir le progrès

Jeunesse(s)

On cantonne la jeunesse à un âge « en creux », un âge défini par ses absences (d'emploi, de logement). Il faut la définir comme un âge « en plein » : l'âge de la découverte de la citoyenneté, etc. Le ministère de la Jeunesse mis en place en 2012 envisage deux âges décisifs : la majorité à 18 ans avec l'entrée dans la citoyenneté, et 25 ans, pour l'éligibilité aux minimas sociaux. Il y a trois éléments d'hétérogénéité pour la jeunesse : le diplôme ; l'origine et le sexe ; la capacité des familles à soutenir financièrement leur enfant.

Les chemins de l'indépendance

– Avoir un travail
– Avoir un logement
– Vivre des expériences extraordinaires

Il existe à l'égard des jeunes une « présomption d'incompétence ». Les emplois aidés permettent de passer la première étape. C'est essentiel car, si le chômage des jeunes a baissé, la France bénéficie d'une dynamique démographique qui constitue un défi de premier ordre.
Aussi, il faut agir sur les décrocheurs. L'Éducation nationale a investi en permettant à 100 000 jeunes de plus de ne pas sortir du système éducatif sans diplôme et la Garantie jeunes permet des périodes d'immersion pour des jeunes issus de foyers très modestes qui sont sans emploi, qui ne

suivent ni études ni formation, et qui n'ont pas accès au RSA.

Concernant le logement, les loyers et les garanties demandées sont une barrière. Le plafonnement des loyers dans les zones les plus tendues a été une réponse appréciée. Nous avons soutenu la construction en matière de logement social et pour l'accès au parc privé, nous avons travaillé sur le cautionnement demandé par les bailleurs. Sur ce dernier point, en 2017, les jeunes pourront disposer d'une offre unique (associant dispositif Clé et Visale).

Nous voulons inciter la mobilité par Erasmus et le service civique international. Nourrir ces liens est un enjeu diplomatique. La jeunesse peut être l'un des thèmes fédérateurs de l'Europe.
Ce dispositif permet de faire le lien avec l'engagement. Les jeunes sont nombreux à s'engager bénévolement. Leur citoyenneté prend d'autres formes que le vote. Nous avons encouragé la « culture de l'engagement » en trois étapes : la mise en place d'un enseignement moral et civique de 300 heures ; la Journée défense et citoyenneté ; et, sur la base du volontariat, le service civique. En outre, la loi Égalité et citoyenneté met en place un congé de six jours fractionnables en demi-journées pour toutes les personnes salariées exerçant une responsabilité associative pour l'engagement tout au long de la vie.

Réparer les injustices, prévenir les dérives

Entre 2002 et 2012, la pauvreté des moins de 18 ans est passée de 16,7 % à 20,4 %. La nouvelle prime d'activité est ouverte sans distinction de modalités à tous les travailleurs qui gagnent moins de 1 500 euros dès 18 ans. Aussi, depuis 2014, les jeunes effectuant des stages d'une durée supérieure à deux mois sont obligatoirement indemnisés. Pour soutenir le niveau de vie des jeunes, nous avons revalorisé le montant des bourses accordées aux lycéens et aux étudiants et développé « l'aide à la recherche du premier emploi », consistant à maintenir les bourses quatre mois après la fin des études.
Dans le domaine de la santé, ce quinquennat aura été celui de la contraception gratuite pour les jeunes femmes à partir de 15 ans, du parcours IVG remboursé à 100 % et de la généralisation du tiers payant.
Face aux actes terroristes, il faut aussi un « traitement de fond », éducatif et social. Sur le terrain de la prévention, le Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme a permis en 2016 de former aux valeurs de la République 10 000éducateurs pour porter des mesures très fortes.

Un malaise persistant

– Une dette symbolique

– Des mesures principalement connues de leurs bénéficiaires
– Un problème d'identification de l'action gouvernementale
– Une déconnexion avec les jeunes

Durant le quinquennat, le sort collectif de la jeunesse n'a pas été bouleversé et nous avons négligé la dimension symbolique. La notoriété de politique prioritaire dépasse rarement le périmètre du public cible. On évoque un devoir de « pédagogie », mais c'est un problème d'intelligibilité à l'action. Il faut installer un dialogue organisé avec la jeunesse (en évitant l'écueil de l'institutionnalisation).

Faire confiance à « la relève »

– Stop au bizutage social : des prestations individuelles dès l'entrée dans la majorité
– Transmettre plus vite le capital et doper notre économie
– Soutenir fiscalement l'emploi des jeunes
– Abaisser la majorité à 16 ans
– Un rite civique pour préparer le passage à l'âge adulte
– Un coup de jeune pour nos institutions : consultations citoyennes, non-cumul dans le temps et quotas de jeunes aux élections
– Miser sur les politiques de jeunesse pour relancer le projet européen
– Passer le code à l'école
– Enseignement supérieur : donner plus à ceux qui en ont le plus besoin
– Reconnaître les succès
– Un « trou dans la raquette » des politiques de jeunesse : l'adolescence

Les jeunes veulent que l'on cesse le paternalisme et il faut préparer l'avenir pour ne pas hypothéquer leur souveraineté. Nous avons investi dans le numérique, la France est la première nation européenne en matière d'administration numérique, et dans l'écologie, notamment par la COP21.
Aussi, on ne peut justifier le refus des droits à certains citoyens en raison de leur âge. L'entrée dans la majorité devrait marquer l'éligibilité à toutes les prestations sociales de droit commun.
Avec l'allongement de la vie, on hérite aujourd'hui à plus de 50 ans. Pour que le patrimoine serve le parcours de vie, il faut une fiscalité incitant davantage une transmission précoce de celui-ci.
Aujourd'hui, il me semble que l'on reconnaît plus facilement la responsabilité des adolescents que leur autonomie. 16 ans apporte son nouveau lot de droits et de responsabilité et doit devenir l'âge de la majorité.
Aussi, il manque un temps collectif suscitant un « sentiment national ». Nous proposons de créer une « quinzaine civique » pour pallier ce manque et son prolongement naturel serait le service

civique.
Concernant la démocratie participative, je veux la systématiser. Le non-cumul des fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur est une grande mesure de renouvellement. Nous préconisons aussi de rendre obligatoires les consultations numériques avant chaque projet de loi.
Le permis de conduire représente la liberté et l'emploi. Grâce au projet de loi Égalité et citoyenneté, ce financement est désormais éligible au compte personnel de formation. Cependant, un permis et un apprentissage du code à l'école serait une nouvelle étape nécessaire.
Aujourd'hui, un étudiant en classe préparatoire « coûte » 15 000 euros quand un étudiant en université en « coûte » 10 000. Nous devons consacrer les taux d'encadrement élevés aux étudiants les plus en difficulté, et orienter les élèves les plus doués vers le travail autonome avec des chercheurs.
Trop d'adolescents ne partent pas en vacances. Nous voulons promouvoir les colonies de vacances pour que les adolescents de familles modestes puissent eux aussi prétendre à des « vraies » vacances.
Enfin, il faut plus d'effort dans l'accompagnement pédopsychiatrique. Les départements devraient avoir la responsabilité de la médecine scolaire pour un suivi au niveau local.

Conclusion
Ce qui est bon pour la jeunesse est bon pour la société

La notion de progrès, qui a longtemps soutenu le discours de la gauche, est aujourd'hui interrogée. Nous ne sommes pas encore prêts à abandonner cette idée. Elle correspond fondamentalement à l'identité de la gauche : elle est une lueur d'espoir. Et ce progrès réside désormais dans la place que l'on accorde à la jeunesse. C'est cela notre grand enjeu : que chacun puisse se réaliser.